

64 B.1004

CONSTANTIN ASSOCIES
S.A. au Capital de € 831 300
26, rue de Marignan – 75008 PARIS
R.C. Paris 642 010 045

TRIBUNAL DE COMMERCE de PARIS
N° dépôt
18 NOV 2005
95572

PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 4 NOVEMBRE 2005

L'an deux mille cinq
Le quatre novembre à 9 heures

Les actionnaires de CONSTANTIN ASSOCIES, société anonyme au capital de € 831 300 dont le siège social est à PARIS 8ème, 26 rue de Marignan, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire au 114 rue Marius AUFAN - 92300 LEVALLOIS PERRET sur convocation du Conseil d'Administration par lettre en date du 20 octobre 2005 adressée en recommandé ou remise à chaque actionnaire nominatif ainsi qu'aux commissaires aux comptes.

Il a été dressé une feuille de présence, qui a été signée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que, le cas échéant, comme mandataire.

M. Jean-François Serval, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration, préside l'Assemblée.

Messieurs Pierre LABOURDETTE et Jean-Claude SAUCÉ acceptent les fonctions de scrutateurs.

Monsieur Laurent LÉVESQUE est désigné comme secrétaire.

Le Président constate que la feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, fait ressortir que les actionnaires présents ou représentés possèdent 83 125 actions sur les 83 130 actions ayant le droit de vote et qu'à ces 83 125 actions représentées sont attachées autant de voix. En conséquence, le quorum est atteint.

Messieurs MITTELETTE et CHAVAGNAC, commissaires aux comptes, sont absents excusés.



Il rappelle l'ordre du jour :

- 1) Lecture des rapports du Conseil d'Administration
- 2) Approbation des nouveaux statuts instaurant un Directoire et un Conseil de Surveillance
- 3) Désignation des premiers membres du Conseil de Surveillance

Il dépose sur le bureau en les mettant à la disposition de l'Assemblée :

- 1) Un exemplaire de la lettre de convocation envoyée aux actionnaires,
- 2) La feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés et la liste des actionnaires,
- 3) Le rapport du Conseil d'Administration à la présente Assemblée Extraordinaire,
- 4) Le texte des résolutions incluant le texte du projet des nouveaux statuts,
- 5) Les statuts actuels de la société.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires, documents et renseignements qu'il énonce, ont été tenus à la disposition des actionnaires dans les 15 jours précédant l'Assemblée.

Sur son invitation, l'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président donne alors lecture du rapport du Conseil d'Administration.

Le Président déclare ensuite la discussion ouverte. Après avoir répondu aux questions posées, et après avoir apporté les corrections nécessaires à trois coquilles de frappe relevées dans le texte du projet des nouveaux Statuts, il met au vote les résolutions suivantes :

Première résolution

L'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration approuve la modification du type d'organisation de CONSTANTIN ASSOCIES et décide de se doter d'un Directoire et d'un Conseil de Surveillance. Elle adopte en conséquence une nouvelle rédaction des Statuts selon texte joint.

Cette résolution est adoptée à la majorité qualifiée par 58 096 voix pour, 25 029 abstentions et zéro voix contre.

Two handwritten signatures in black ink are visible at the bottom right of the page. The first signature is a simple, stylized 'M' shape. The second signature is more complex, featuring a large, sweeping loop that ends in a vertical stroke.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration nomme en qualité de membre du Conseil de Surveillance Madame Françoise CONSTANT, demeurant 9 ter rue du Bel Air, 92190 MEUDON. Madame CONSTANT conservera le bénéfice de son actuel contrat de travail.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration nomme en qualité de membre du Conseil de Surveillance Monsieur Jean-François SERVAL, demeurant 24 bis rue Saint James, 92200 NEUILLY SUR SEINE. Monsieur SERVAL conservera le bénéfice de son actuel contrat de travail.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration nomme en qualité de membre du Conseil de Surveillance Monsieur Jean-Claude SAUCÉ, demeurant 28 rue Parmentier, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Cinquième résolution

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée est levée à 9 heures 30.

Le Président
Jean-François SERVAL

Les Scrutateurs
Pierre LABOURDETTE Jean-Claude SAUCÉ

Le Secrétaire
Laurent LÉVESQUE

Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil de Surveillance
 Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil de Surveillance
 Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil de Surveillance

CONSTANTIN ASSOCIES

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts comptables de Paris Ile de France
Et à la Compagnie régionale des Commissaire aux Comptes de Paris
au capital de 831 300 euros
Siège social : 26 rue de Marignan
75008 PARIS
RCS PARIS B 642 010 045

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE **DU 4 NOVEMBRE 2005**

L'an deux mille cinq et le quatre novembre, à 9h30, le Conseil de surveillance s'est réuni, 114 rue Marius Aujan - 92300 LEVALLOIS, suite à l'Assemblée Général Extraordinaire qui vient d'en nommer les membres.

Sont présents et ont signé le registre de présence :

- Monsieur Jean-François SERVAL, membre du Conseil de surveillance,
- Monsieur Jean-Claude SAUCÉ, membre du Conseil de surveillance,
- Madame Françoise CONSTANT, membre du Conseil de surveillance.

Plus de la moitié des membres du Conseil de surveillance étant présents, le Conseil peut valablement délibérer.

ELECTION DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT

Les membres du Conseil de surveillance constatent tout d'abord qu'il y a lieu de désigner parmi eux le Président et le Vice-Président du Conseil de Surveillance.

Sur la proposition de Madame Françoise CONSTANT, le Conseil élit à l'unanimité Monsieur Jean-François SERVAL Président du Conseil de Surveillance et Monsieur Jean-Claude SAUCÉ Vice-Président.

Messieurs Jean-François SERVAL et Jean-Claude SAUCÉ remercient le Conseil et déclarent, chacun en ce qui le concerne, accepter la fonction proposée.

Puis, le Président rappelle que le Conseil est appelé à délibérer comme suit sur les questions figurant à l'ordre du jour.

- Agrément d'un nouvel actionnaire,
- Nomination des membres du Directoire,
- Nomination du Président du Directoire,
- Nomination de Directeurs Généraux,
- Rémunération du Président du Directoire,
- Rémunérations des membres du Directoire,
- Pouvoirs pour formalités,
- Questions diverses.

M E d

AGREMENT D'UNE CESSION D'ACTION

Le Président expose au Conseil que Monsieur Michel BONHOMME a fait part au conseil de surveillance de son intention de céder une action à Monsieur Laurent BLANCHARD, demeurant 50, rue de l'Est – 92100 BOULOGNE.

Le Président du conseil de surveillance rappelle qu'aux termes de l'article 11 des statuts, l'admission de tout actionnaire, est subordonnée à l'agrément du conseil de surveillance.

Après délibération, le Conseil décide à l'unanimité d'agréer la cession projetée.

NOMINATION DES MEMBRES DU DIRECTOIRE

Le Conseil de surveillance nomme, en qualité de membres du Directoire, pour une durée de 6 années, soit jusqu'au 3 novembre 2011 :

- **Monsieur François-Xavier AMEYE,**
Né le 30 juillet 1957 à LONDRES (ROYAUME-UNI)
Demeurant 25, rue des Petits Prés – 78810 FEUCHEROLLES
Expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre des Experts comptables de PARIS ILE DE FRANCE et membre de la Compagnie régionale des Commissaire aux Comptes de PARIS
- **Monsieur Laurent BLANCHARD,**
Né le 1^{er} avril 1955 à AMIENS (80)
Demeurant 50, rue de l'Est – 92100 BOULOGNE
Expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre des Experts comptables de PARIS ILE DE FRANCE et membre de la Compagnie régionale des Commissaire aux Comptes de PARIS
- **Monsieur Michel BONHOMME,**
Né le 31 décembre 1946 à MAZAMET (81)
Demeurant 2 à 8, rue Léon Blum – 78350 JOUY EN JOSAS
Expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre des Experts comptables de PARIS ILE DE FRANCE et membre de la Compagnie régionale des Commissaire aux Comptes de VERSAILLES
- **Monsieur Laurent LEVESQUE,**
Né le 9 août 1952 à PARIS (75016)
Demeurant 12, villa Mimosa – 92270 COLOMBES
Expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre des Experts comptables de PARIS ILE DE FRANCE et membre de la Compagnie régionale des Commissaire aux Comptes de PARIS

M S

- **Monsieur Jean-Paul SEGURET**
Né le 4 octobre 1956 à CRETEIL (94)
Demeurant 11, rue de la Ferme – 92200 NEUILLY SUR SEINE
Expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre des Experts comptables de PARIS ILE DE FRANCE et membre de la Compagnie régionale des Commissaire aux Comptes de PARIS

Les membres ainsi nommés, introduits en séance, déclarent accepter les fonctions qui viennent de leur être confiées et déclarent chacun qu'ils n'exercent aucune fonction et ne sont frappés d'aucune mesure susceptible de leur interdire l'exercice des fonctions de membres du Directoire.

NOMINATION DU PRESIDENT DU DIRECTOIRE

Monsieur Jean-Paul SEGURET est désigné en qualité de Président du Directoire, pour la durée de son mandat de membre du Directoire, soit, ainsi qu'il est dit ci-dessus, jusqu'au 3 novembre 2011.

Monsieur Jean-Paul SEGURET déclare accepter le mandat qui lui est confié.

NOMINATION DE DIRECTEURS GENERAUX

Ensuite, le Conseil de surveillance désigne en qualité de Directeurs Généraux de la Société, avec les mêmes pouvoirs de représentation vis-à-vis des tiers que le Président du Directoire et pour la même durée :

- Monsieur François-Xavier AMEYE,
- Monsieur Laurent BLANCHARD,
- Monsieur Michel BONHOMME,
- Monsieur Laurent LEVESQUE.

Messieurs François-Xavier AMEYE, Laurent BLANCHARD, Michel BONHOMME et Laurent LEVESQUE déclarent accepter les mandats qui leur sont confiés.

REMUNERATION DU PRESIDENT DU DIRECTOIRE

Le conseil de surveillance décide que :

- Monsieur Jean-Paul SEGURET,

ne sera pas rémunéré au titre de son mandat de Président du directoire, mais au titre de son contrat de travail, conclu antérieurement à sa nomination de Président du directoire.

Néanmoins, il pourra prétendre, sur présentation de justificatifs, au remboursement des frais exposés dans le cadre de l'accomplissement de son mandat.



REMUNERATION DES MEMBRES DU DIRECTOIRE

Le conseil de surveillance décide que :

- Monsieur François-Xavier AMEYE,
- Monsieur Michel BONHOMME,
- Monsieur Laurent LEVESQUE,

ne seront pas rémunérés au titre de leur mandat de membre du directoire, mais au titre de leur contrat de travail respectif, conclu antérieurement à leur nomination de membres du directoire.

En outre, il ne sera alloué aucune rémunération à Monsieur Laurent BLANCHARD.

Néanmoins, Messieurs François-Xavier AMEYE, Laurent BLANCHARD, Michel BONHOMME et Laurent LEVESQUE pourront prétendre, sur présentation de justificatifs, au remboursement des frais exposés dans le cadre de l'accomplissement de leur mandat.

POUVOIRS POUR FORMALITES,

Le Conseil de surveillance délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes, en vue d'accomplir toutes formalités légales.

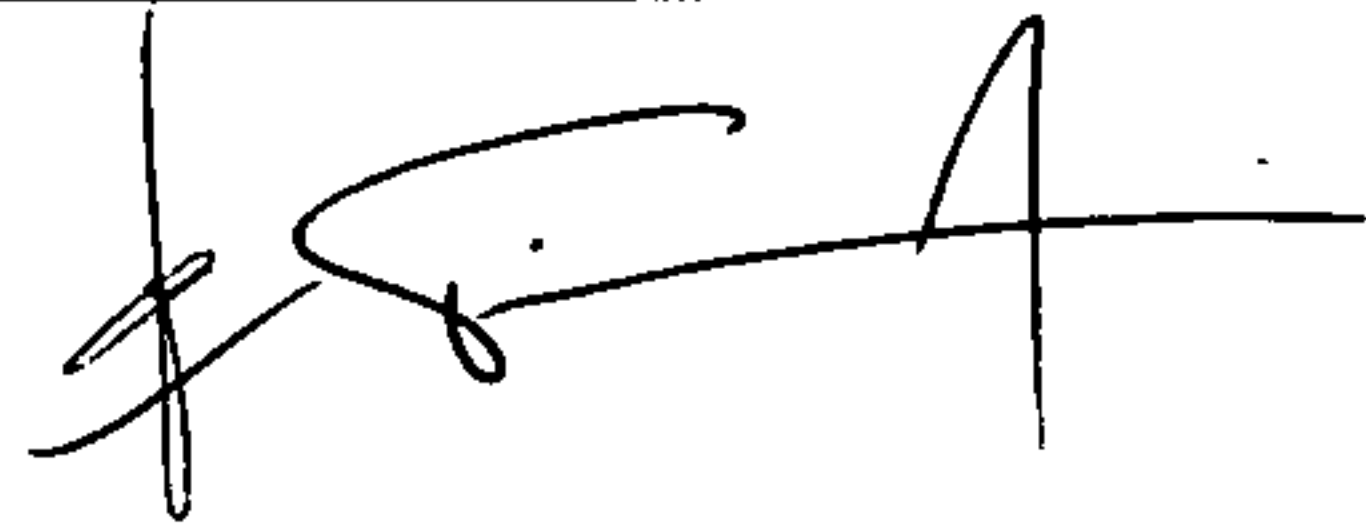
Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée à 10 heures.

Il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un autre membre du Conseil de surveillance.

Le Président



Les membres du Conseil de surveillance




CONSTANTIN ASSOCIES

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts comptables de Paris Ile de France
Et à la Compagnie régionale des Commissaire aux Comptes de Paris
au capital de 831 300 euros
Siège social : 26 rue de Marignan
75008 PARIS
RCS PARIS B 642 010 045

STATUTS

(Mis à jour le 4 novembre 2005)

Certifié conforme


Article 1^{er} - Forme

Il existe, entre les propriétaires des actions créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société anonyme régie par les lois et règlements en vigueur sur les sociétés anonymes, ainsi que sur l'organisation et l'exercice des professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes, et par les présents statuts.

Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination de la société est CONSTANTIN ASSOCIES,

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de PARIS – ILE de France et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société anonyme » ou des lettres S.A., « à directoire et à conseil de surveillance » et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre où la société est inscrite.

Article 3 – Objet social

La société a pour objet dans tous pays, l'exercice de la profession d'expert-comptable et de commissaire aux comptes, telle qu'elle est définie par l'Ordonnance du 19 septembre 1945, la loi du 24 juillet 1966 et le décret du 12 août 1969 et telle qu'elle pourrait l'être par tous les textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à son objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans des entreprises de toute nature, à l'exception, et sous le contrôle du conseil de l'Ordre, de celles ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, septième alinéa, de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts, extérieurs à l'Ordre, ne peut, non plus, détenir, directement ou indirectement par personne interposées, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou de l'indépendance de ses actionnaires Experts Comptables ainsi que le respect, par ces derniers des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé 26 rue de Marignan 75008 PARIS.

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe, par simple décision du conseil de surveillance, qui, dans ce cas, est autorisé à modifier en conséquence les statuts de la société, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire, et, partout ailleurs en France, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Article 5 - Durée

La durée de la société est de quatre vingt dix neuf années, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés le 20 novembre 1963, sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Article 6 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 831 300 euros. Il est divisé en 83 130 actions de 10 euros chacune

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses actionnaires ainsi que toute modification apportée à cette liste.

La liste des actionnaires sera également communiquée à la commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste.

Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Article 7 – Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les règles de détention des actions au profit des professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

Article 8 – Libération des actions

En cas d'augmentation de capital, les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du directoire, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

À défaut par les actionnaires d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le directoire en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 9 – Droits et obligations attachés aux actions

1) Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2) Les actionnaires ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Toutefois, les experts-comptables actionnaires assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque expert-comptable actionnaire en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux et activités doivent être assortis de la signature personnelle de l'expert-comptable actionnaire ainsi que du visa ou de la signature sociale. (*Ord., art. 12, al. 3*)

Les droits et obligations attachés à l'action suivent la propriété du titre.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires.

3) Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Article 10 – Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions

1) Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

2) Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.

La cession des actions s'opère par ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire et accompagné le cas échéant des pièces justificatives.

Dans le cas où les actions ne sont pas intégralement libérées, l'ordre de mouvement doit porter l'acceptation signée par le cessionnaire ou son mandataire.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

3) Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; tous les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

4) L'usufruitier et le nu-propiétaire ont le droit d'assister à toutes les assemblées d'actionnaires. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires et dans les assemblées spéciales.

En tout état de cause, les deux tiers du capital social et des droits de vote doivent toujours être détenus par des experts-comptables, conformément aux dispositions de l'article 7, I, 1° de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L.822.-9 du code de commerce.

Article 11 - Transmission des actions

L'admission de tout nouvel actionnaire est subordonnée à l'agrément du conseil de surveillance. (*Ord., art. 7, I, 4°*)

Par cession, il faut entendre toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine ou d'une adjudication publique en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

La demande d'agrément indique les nom, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et le prix offert. Elle est notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le conseil de surveillance est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du code civil. Les honoraires de l'expert et les frais d'expertise sont à la charge du cédant.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société.

Article 12 – Cessation d'activité d'un professionnel actionnaire

Le professionnel actionnaire qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes, interrompt toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Lorsque sa cessation d'activité, sa radiation ou son omission du tableau a pour effet d'abaisser la part du capital social détenue par des experts comptables et des commissaires aux comptes, au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder la partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Article 13 – Composition du directoire

La société est dirigée par un directoire composé de cinq membres au plus, personnes physiques, désignés par le conseil de surveillance parmi les actionnaires experts comptables et commissaires aux comptes pour une durée de six ans.

Les membres du directoire, personnes physiques, doivent être experts-comptables, membres de la société. Les trois quarts au moins doivent être des commissaires aux comptes

L'acte de nomination fixe le mode et le montant de la rémunération de chacun des directeurs.

La limite d'âge des fonctions de directeur est fixée à 65 ans. Tout directeur atteignant cet âge est réputé démissionnaire d'office.

Tout directeur est révocable par l'assemblée générale ordinaire, à tout moment, sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que l'assemblée générale ordinaire statue sur sa révocation. Tout directeur révoqué sans juste motif a droit à une indemnité qui réparera l'entier préjudice subi.

Article 14 – Pouvoirs du directoire

Le directoire assure collégalement la direction générale de la société. Les membres du directoire pourront cependant répartir entre eux les tâches de direction avec l'autorisation du conseil de surveillance. En aucun cas, cette répartition ne pourra dispenser les membres du directoire de se réunir et de délibérer sur les questions les plus importantes de la gestion sociale.

A l'égard des tiers, le directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au conseil de surveillance et aux assemblées d'actionnaires. La société est engagée même par les actes du directoire qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait ou ne pouvait ignorer que l'acte dépassait l'objet social.

Le directoire peut effectuer tous actes et passer tous contrats de toute nature et de toute forme engageant la société.

Toutefois, il devra demander l'autorisation préalable du conseil de surveillance chaque fois qu'il cèdera des immeubles par nature, qu'il cèdera totalement ou partiellement des participations, qu'il constituera des sûretés. L'absence d'autorisation est inopposable aux tiers, à moins que la société ne prouve que ceux-ci en avaient eu connaissance ou ne pouvaient l'ignorer.

En outre, l'autorisation préalable du conseil de surveillance sera aussi nécessaire lorsque le directoire accordera un cautionnement un aval ou une garantie au nom de la société.

Enfin, sont soumises à l'autorisation préalable du conseil de surveillance, les opérations suivantes :

- acquisition de participations ou création de filiales en France ou à l'étranger ;
- projets de fusion ou apports avant présentation à l'assemblée des actionnaires ;
- investissements supérieurs à 300 000 € ;
- baux nouveaux, et avenants sur baux existants relatifs aux locaux utilisés pour l'exercice de l'activité.

Les dispositions des statuts limitant les pouvoirs du directoire sont inopposables aux tiers.

Article 15 – Président du directoire

Le conseil de surveillance confère à l'un des directeurs la qualité de président du directoire,

Le président du directoire ou, le cas échéant, le directeur général unique représente la société dans ses rapports avec les tiers. Le conseil de surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs membres du directoire qui portent alors le titre de « directeur général ». La présidence et le titre de directeur général peuvent être retirés par l'assemblée générale ordinaire ou par le conseil de surveillance.

Les dispositions des statuts limitant le pouvoir de représentation de la société sont opposables aux tiers.

Article 16 – Fonctionnement du directoire

Le directoire se réunit à l'initiative de l'un de ses membres. La convocation est faite par tous moyens et même verbalement. L'établissement d'un ordre de jour par l'auteur de la convocation est facultatif. Lorsqu'il en est établi un, il ne lie pas le directoire.

Les réunions du directoire peuvent se tenir même en dehors du siège social. Le directoire ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont effectivement présents.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Chaque réunion du directoire donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui indique le nom des membres du directoire présents, représentés, excusés ou absents. Il fait état de la présence de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie de la réunion.

Le procès-verbal est revêtu de la signature d'au moins deux membres du directoire.

Les procès-verbaux sont conservés et tenus dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur. Les copies ou extraits de procès-verbal des délibérations sont valablement certifiés par le président du directoire.

Article 17 – Obligations du directoire

Le directoire présente au conseil de surveillance un rapport trimestriel, qui retrace les principaux actes ou faits intervenus dans la gestion de la société. Ces rapports sont classés dans une reliure spéciale à feuillets mobiles ; ils sont signés du président du directoire et contresignés du président ou du vice-président du conseil de surveillance.

Après la clôture de chaque exercice et dans un délai de trois mois, le directoire présente au conseil de surveillance, aux fins de vérification et de contrôle, son rapport destiné à l'assemblée générale annuelle des actionnaires, les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés. Cette présentation doit avoir lieu au moins quinze jours avant la publication ou l'envoi de l'avis de convocation de l'assemblée.

Article 18 – Composition du conseil de surveillance

Un conseil de surveillance, composé de trois membres au moins et de dix-huit (ou vingt-quatre en cas de fusion) au plus, exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire. Les membres en sont nommés pour une durée de six ans par l'assemblée générale ordinaire.

Tout actionnaire peut être élu conseiller dès lors qu'il possède au moins une action de la société. Si, au jour de sa nomination, un conseiller n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il sera réputé démissionnaire d'office, sauf à régulariser sa situation dans un délai de trois mois.

Toutefois et en tout état de cause, la moitié, au moins des membres du conseil de surveillance doivent être des experts-comptables et les trois quarts au moins doivent être des commissaires aux comptes.

Les représentants permanents des sociétés, membres du conseil de surveillance, doivent être experts-comptables ou commissaires aux comptes.

Le conseil de surveillance est renouvelé dans son entier tous les six ans. Les premiers membres élus au Conseil de Surveillance sont nommés pour la durée restant à courir jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2010.

Tout conseiller sortant est rééligible.

Le nombre de conseillers ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut dépasser le tiers des membres du conseil. Si cette limite est atteinte, le conseiller le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

Tout conseiller est révocable à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires, sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans qu'il soit nécessaire que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que l'assemblée générale des actionnaires statue sur sa révocation.

Article 19 – Président du conseil de surveillance

Le conseil de surveillance élit parmi ses membres experts comptables et commissaire aux comptes, un président chargé de convoquer le conseil et d'en diriger les débats. Il élit également un vice-président qui remplit les mêmes fonctions et jouit des mêmes prérogatives en cas d'empêchement du président ou lorsque celui-ci lui délègue temporairement ses pouvoirs.

Le président et le vice-président exercent leurs fonctions pendant la durée de leur mandat de membre du conseil de surveillance.

Le conseil de surveillance détermine, s'il l'entend, la rémunération du président et du vice-président.

La limite d'âge des fonctions de président et de vice-président est fixée à 70 ans

Le président du conseil de surveillance rend compte, dans un rapport joint à celui contenant les observations du conseil de surveillance présentées à l'assemblée générale annuelle des actionnaires en application de l'article 22, alinéa 4, des présents statuts, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

Article 20 – Pouvoirs du conseil de surveillance

Le conseil de surveillance assure en permanence le contrôle de la gestion effectuée par le directoire. En aucun cas, cette surveillance ne peut donner lieu à l'accomplissement d'actes de gestion par l'un quelconque des conseillers.

Tout conseiller peut, à tout moment, prendre connaissance et copie des documents comptables et les directeurs sont tenus de donner les ordres nécessaires à l'exercice de cette prérogative.

Le conseil de surveillance donne son autorisation préalable aux opérations visées à l'article 16 des présents statuts et accomplies par le directoire.

Le conseil de surveillance présente à l'assemblée générale annuelle des actionnaires ses observations sur le rapport du directoire, les comptes sociaux et, le cas échéant, les comptes consolidés qui lui ont été communiqués par le directoire en application de l'article 19 des présents statuts.

Article 21 – Fonctionnement du conseil de surveillance

Le conseil de surveillance choisit parmi ses membres ou non un secrétaire qui forme le bureau avec le président et le vice-président et qui a pour mission de tenir ou de faire tenir matériellement à jour les registres et documents du conseil.

Le président réunit le conseil de surveillance aussi souvent que l'intérêt social l'exige et au moins chaque trimestre dans les quinze jours qui suivent la remise du rapport périodique du directoire.

Le conseil de surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation de son président, au siège social ou en tout endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite par tous moyens et même verbalement ; dans ce dernier cas, l'ordre du jour est aussi indiqué verbalement.

La convocation est accompagnée de l'ordre du jour de la réunion. Toutefois, le conseil de surveillance peut décider, à la majorité de ses membres, de statuer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

Le conseil de surveillance ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont effectivement présents. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président ou du vice président, président la séance, est prépondérante.

Il est tenu un registre des présences qui est émargé par les conseillers participant à la réunion du conseil, tant en leur nom personnel que comme mandataire, et qui mentionne le nom des conseillers réputés présents au sens de l'article L. 225-37 du code de commerce.

Lorsqu'il en est établi un, le règlement intérieur détermine, conformément aux dispositions légales et réglementaires, les conditions d'organisation des réunions du conseil de surveillance qui peuvent intervenir par des moyens de visioconférence.

Chaque réunion du conseil de surveillance donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui indique le nom des membres du directoire présents, représentés, excusés ou absents. Il fait état de la présence de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie de la réunion.

Le procès-verbal est revêtu de la signature du président de séance et d'au moins un membre du conseil de surveillance. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux conseillers au moins.

Le procès-verbal est aussi signé du secrétaire du conseil. Si celui-ci est un conseiller, sa signature suffit avec celle du président de séance.

Les procès-verbaux sont conservés et tenus dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur. Les copies ou extraits de procès-verbal des délibérations sont valablement certifiés par le président du conseil de surveillance, le vice-président de ce conseil ou un membre du directoire.

Article 22 – Rémunération des conseillers

L'assemblée générale des actionnaires peut allouer aux membres du conseil de surveillance, en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle que cette assemblée détermine sans être liée par des décisions antérieures.

Le conseil de surveillance répartit librement entre ses membres les sommes globales allouées à ceux-ci sous la forme de jetons de présence.

Il peut également être alloué aux conseillers, par le conseil de surveillance, des rémunérations exceptionnelles dans les cas et dans les conditions prévus par la loi.

Le conseil de surveillance autorise, en outre, sur présentation des justificatifs, le remboursement des frais de voyage et de déplacement ainsi que les dépenses engagées, dans l'intérêt de la société, par les conseillers.

Article 23 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux conseillers autres que les personnes morales, aux directeurs ainsi qu'aux représentants permanents des personnes morales conseillers, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 24 - Conventions soumises à autorisation

Doit être soumise à la procédure de contrôle prévue aux articles L. 225-86 et suivants du code de commerce toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses directeurs, l'un de ses conseillers, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour-cent ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Sont également soumises à la procédure de contrôle les conventions intervenant entre la société et une entreprise, si l'un des directeurs ou l'un des conseillers de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Article 25 - Conventions courantes

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure de contrôle.

Toutefois, ces conventions, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, doivent être communiquées par l'intéressé au président du conseil de surveillance.

La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le président aux membres du conseil de surveillance et aux commissaires aux comptes.

Les actionnaires peuvent également obtenir communication de cette liste et de l'objet des conventions dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Article 26 – Commissaires aux comptes

Le contrôle de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Article 27 - Assemblées d'actionnaires

1) Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement, exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée quinze jours au moins avant la date de l'assemblée soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple adressée à chaque actionnaire, soit par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre selon les conditions fixées par la loi et les règlements à l'adresse indiquée par l'actionnaire. Dans le premier cas, chacun actionnaire doit être également convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée. En outre, tout actionnaire ayant accepté d'être convoqué par voie de télécommunication électronique pourra, à tout moment, demander expressément à la société, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, d'être convoqué, à l'avenir, par la voie postale.

2) Tout actionnaire peut participer aux assemblées, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de la propriété de ses actions, sous la forme, soit d'une inscription nominative à son nom, soit d'un certificat de l'intermédiaire financier habilité teneur de comptes constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée.

Ces formalités doivent être accomplies cinq jours au moins avant la réunion, sauf réduction ou suppression de ce délai décidée par l'auteur de la convocation. L'assemblée a aussi la faculté de relever de la déchéance, par lui encourue, tout actionnaire qui n'aurait pas observé les prescriptions ci-dessus.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Tout actionnaire peut voter à distance, selon les conditions fixées par la loi et les règlements.

Tout actionnaire pourra également, si l'auteur de la convocation le décide au moment de la convocation de l'assemblée, participer et voter aux assemblées par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication permettant leur identification, dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi et les règlements.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

3) Les assemblées sont présidées par le président du conseil de surveillance ou, en son absence, par le vice-président ou par un conseiller spécialement délégué à cet effet par le conseil. A défaut, l'assemblée désigne elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les votes sont exprimés à mains levées, à moins que le scrutin secret ne soit réclamé par les actionnaires représentant le quart du capital social ou par le conseil de surveillance.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Article 28 – Assemblées spéciales

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories sans approbation d'une assemblée générale ouverte à tous les actionnaires, et, en outre, sans approbation d'une assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Elles ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et sur deuxième convocation, le quart des actions ayant droit de vote.

Le quorum est calculé sur le nombre total des actions ayant le droit de vote et dont il est envisagé de modifier les droits.

Article 29 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Article 30 – Inventaire et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le directoire dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le directoire établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 31 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de l'assemblée générale qui peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 32 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le directoire est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes et dans le délai fixé par la loi, réduit

d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 33 – Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la société

1) La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.

La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau.

2) Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le directoire doit réunir l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

3) A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, pourvu que celui-ci soit une personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

Fait à Paris... le 4 novembre 2001

En quatre exemplaires originaux dont un pour l'enregistrement, deux pour le dépôt au greffe et un pour le dépôt au siège social.

Et en 2 exemplaires pour être remis à chaque actionnaire.

Signatures

